

PLURILINGUISME ET GESTION DE LA COVID-19 AU SENEGAL : QUELLE CONTRIBUTION DES LANGUES LOCALES A « L’EFFORT DE GUERRE » ?

DIATTA Jean Sibadioumeg

jean-sibadioumeg.diatta@univ-zig.sn

Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal

Résumé : Le continent africain se caractérise par sa richesse ethnique et linguistique. À l’intérieur d’un État comme le Sénégal, on dénombre une pluralité de langues en contact direct avec le français, la langue officielle, et le wolof, la principale véhiculaire. Les langues locales, bien qu’elles soient dépositaires de valeurs culturelles et identitaires, font face à une certaine négligence de la part des pouvoirs publics dans la mesure où aucun statut juridique ne leur est accordé en dehors des six reconnues par la constitution. La pandémie de Coronavirus qui secoue le monde entier est aussi en train de nous révéler des leçons dans notre manière de vivre, dans nos relations, mais aussi dans nos rapports avec nous-mêmes. Aujourd’hui, si le Sénégal est cité comme étant le deuxième pays au monde le plus efficace dans la gestion de la pandémie, on peut dire que c’est grâce à l’expertise du corps médical, à la qualité de la coordination au niveau gouvernemental, mais aussi et surtout à la contribution des langues locales. En effet, la communication déployée dans la sensibilisation par rapport à la maladie et aux mesures barrières en milieu urbain comme rurale s’est fortement appuyée sur les ressources linguistiques locales qui ont permis de faciliter la compréhension des messages. L’avènement de la pandémie constitue donc une des rares fois où l’on a autant sollicité ces idiomes. C’est la raison pour laquelle, contrairement à ceux qui considèrent le plurilinguisme comme source de conflits, nous affirmons que la valorisation de ces langues et de cette diversité linguistique s’imposent dans un pays en quête de repères, en quête de mieux être.

Mots clés : Plurilinguisme, langues locales, Covid-19, wolof et français

Abstract : Africa is substantially characterized by its ethnic and linguistic richness. Within a state like Senegal, there are a huge number of languages evolving in direct

contact with French, the official language, and Wolof, the main vehicle. Local languages, although they are the agents of cultural and identity values, face some kind of negligence from the public authorities insofar as they are not granted any legal status with the exception of the six recognized by the constitution. The Coronavirus pandemic that is shaking the whole world is also revealing lessons to us in our way of living, in our relationships, but also in our relationships with ourselves. Today, if Senegal is cited as being the second most efficient country in the world in managing the pandemic, we can say that it is thanks to the know-how of the health professionals, to the quality of coordination at the governmental level, but also and above all to the contribution of local languages. Indeed, the communication deployed to raise awareness of the disease and barrier measures in both urban and rural areas relied heavily on local linguistic resources which made it possible to facilitate understanding of the messages. The occurrence of the pandemic is therefore one of the rare moments when these idioms have been so much sought after. This is the reason why, unlike those who see plurilingualism as a source of conflict, we affirm that the enhancement of these languages and of this linguistic diversity is necessary in a country in search for benchmarks, in search for a better being.

Keywords : Plurilingualism, local languages, Covid-19, Wolof and French

Introduction

L'an 2020 a été particulièrement marqué par un bouleversement mondial d'ordre économique, politique, social et sanitaire lié notamment à la pandémie de la Covid-19 qui a secoué les fondements de toute la planète. La Covid-19 (coronavirus 2019) est une maladie infectieuse émergente provoquée par le coronavirus SARS-CoV-2 (Cf. OMS 2020). Signalée pour la première fois à Wuhan, en Chine, le 31 décembre 2019 (OMS 2019), elle s'est rapidement propagée dans le monde, à cause surtout de la forte mobilité humaine. Quant au Sénégal, il a enregistré de nombreuses pertes en vies humaines depuis l'apparition du premier cas de contamination le 02 mars 2020 avec aussi des

conséquences économiques et sociales désastreuses. Par exemple, selon l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (2020, p.01), 85% des ménages affirment subir une baisse de leurs revenus, car déjà 30% des chefs de ménage déclarent avoir arrêté de travailler pour des motifs liés à la Covid-19. D'ailleurs, lors du discours à la Nation du 23 mars 2020, le Président de la République, monsieur Macky Sall, a déclaré que l'avènement de la pandémie est un « moment inédit dans l'histoire de l'humanité » et une « véritable guerre mondiale déclenchée contre cet ennemi commun ». Malgré les conséquences à fort impact sur l'économie nationale, le Sénégal a fait une prouesse dans la gestion de la maladie, un résultat d'ailleurs confirmé par une étude de la revue américaine *Foreign Policy* publiée en septembre 2020 qui classe le pays de la Téranga à la deuxième classe mondiale. Ces résultats satisfaisants ont été le fruit certes d'une excellente coordination gouvernementale, d'une organisation des équipes médicales, mais aussi et surtout d'un engagement citoyen et communautaire. Le Sénégal s'est appuyé sur ses ressources diverses pour sensibiliser sa population non seulement par rapport à la maladie, aux mesures préventives et aux conséquences sur la santé. Par rapport à la sensibilisation, rappelons justement que 99.8% des chefs de ménages, à la fois connaissent et appliquent au moins un geste barrière contre la covid-19 (ANSD 2020, p.01). Par ailleurs, dans les radios, les télévisions comme dans les réseaux sociaux numériques, on a remarqué la forte présence des langues locales dans les campagnes de sensibilisation déployées surtout dans un pays multilingue. Que ce soient les spots publicitaires, les prêches dans les lieux de culte, les activités communautaires dans les villes comme dans les villages, les émissions dans les organes de presse, les langues nationales ont été au cœur de la stratégie communicationnelle.

Malgré la forte présence dans cette campagne sanitaire, elles font face à une certaine discrimination de la part de l'Etat responsable de la politique linguistique. Elles ne sont pas valorisées. Nous constatons l'absence de dynamique de leur développement en relation avec la langue française. Ce n'est

juste que pendant les situations les situations de crises sanitaires, les opérations électorales où l'on a souvent recours à elle. Pourquoi, les estimations de l'Atlas de l'UNESCO projettent une probable disparition de 10% des langues d'Afrique subsaharienne au cours des cent prochaines années (Diouf, Ndiaye et Diémé 2017, 198). Remarquons en plus que malgré leur importance, aucun rôle spécifique n'a encore été défini par ces langues (Brodal 2009, 34). Il faut noter qu'avec la survenue de la Covid-19, l'argument le mieux partagé est que « Rien ne sera plus comme avant ». L'humanité prône ainsi un changement radical à tous les niveaux en tirant les véritables leçons de la Covid-19 en vue de créer un monde meilleur. Cette nouvelle dynamique imposée par la pandémie nous inspire cette étude sur la contribution des langues maternelles dans la marche du Sénégal surtout dans un contexte de plurilinguisme. On s'interroge également sur la place de la pluralité linguistique parfois considérée comme sources de conflits (Ngoran-Poamé 2007, p.93).

Notre hypothèse de travail dans le cadre de cette recherche défend la thèse selon laquelle si le Sénégal a brillamment réussi la gestion de la première phase de la pandémie de Covid-19, il le doit à l'apport de ses langues maternelles.

1. Méthodologie

La collecte des données de notre corpus de travail s'est faite principalement suivant une démarche d'observation des pratiques depuis l'apparition du premier cas au Sénégal, en mars 2020 jusqu'à la fin du mois d'août 2020. Il s'agissait pour nous de procéder au recensement des initiatives de sensibilisation réalisées avec le concours des langues locales à la fois dans les télévisions, les radios, la presse écrite et en ligne, mais aussi dans la sensibilisation au niveau communautaire, dans les rues. Avec le développement des ressources électroniques, plusieurs éléments du corpus ont été tirés des sites internet des ONGs comme la Croix Rouge Internationale, l'ONG 3D (Démocratie,

Développement local et Droits humains), Enda Santé, Y *EN A MARRE*. Nous avons aussi répertorié les actions du Gouvernement du Sénégal à travers les langues locales.

2. Rappel du contexte sociolinguistique du Sénégal

À l’instar des autres pays de la sous-région, le Sénégal se caractérise par une diversité linguistique avec notamment la cohabitation entre le français, la langue officielle, et plusieurs langues autochtones construites autour du wolof, la principale véhiculaire nationale. En 1971, un décret présidentiel¹ reconnaissait six langues avec le statut de «langues nationales»: le wolof, le sereer, le pulaar, le joola, le malinké et le soninké. L’importance de ces langues vernaculaires sera ensuite consacrée par la constitution du 7 janvier 2001 en son 1er Article. La politique linguistique écrite du Sénégal s’assimile dès lors en langues de cultures (langues nationales) et en langue officielle (français) pour les communications internationales. Pour le matérialiser, le pays va poursuivre son effort de codification des langues en passant de dix-neuf en 2001 à vingt et une langues codifiées en 2013 (Diouf, Ndiaye et Diémé 2017, p.198). Le français est ainsi la langue officielle, c’est-à-dire la langue à utiliser dans l’administration, dans l’enseignement à tous les niveaux et dans les relations internationales. A côté du français, il y a les langues nationales dont l’usage ne se limite généralement qu’à la communication de masse. Cependant, on remarque aujourd’hui une grande intrusion des langues autochtones dans des champs qui étaient encore réservés au français. Le wolof reste la langue principale, la plus véhiculaire et la plus importante. Il se trouve en pleine concurrence avec le français dans les domaines précités. À partir de ce moment, le français, qui n’est pas la langue de la communication nationale, ni celle de la vie familiale, est en perte de vitesse face aux langues nationales (Diatta 2018, p.55). C’est ainsi que Mamadou Cissé (2005,

¹ Il s’agit du décret n° 71566 du 21 mai 1971.

p.100) déclare : « Du contact et de l'interaction de ces langues qui partagent le même territoire, tout en n'ayant pas le même statut et les mêmes fonctions socio-économiques et politiques, naissent et se tissent des rapports de superposition qui impliquent aussi des rapports de force ». La politique linguistique du Sénégal a conduit à la configuration sociolinguistique actuelle qui permet de faire le classement élaboré par Faye (2013, p.118):

- La langue officielle, le français ;
- La langue nationale véhiculaire, le wolof, idiome de communication inter ethnique ;
- Les langues nationales ethniques, c'est-à-dire toutes les langues autochtones codifiées, autres que le véhiculaire wolof (jóola, mandinka, pulaar, seereer, soninke, bajaranke, balant, oniyán, baynunk, ménik, hasaniya, jalonke, laala, manjaku, mankaañ, ndut, noon, et saafi-saafi) ;
- Les langues ethniques non (encore) nationales, c'est-à-dire toutes les langues autochtones non codifiées, n'ayant donc pas, pour le moment, le statut de langue nationale (bayot, koñaagi, lehaar, paaloor, pepeel, ramme, etc.).

3. Les enjeux d'un plurilinguisme actif

Caroline Juillard (2007, p.235) définit le plurilinguisme comme des situations de contact entre plusieurs langues ou variétés, présentes aussi bien dans les répertoires verbaux que dans la communication sociale. Il apparaît, dès lors, comme une compétence à la fois individuelle et collective. Ainsi, le plurilinguisme peut être conçu comme étant un ensemble de phénomènes qu'on peut mettre en relation avec la présence simultanée de plusieurs systèmes linguistiques, non seulement dans la compétence d'un locuteur, mais encore dans le répertoire d'une communauté linguistique donnée (Orioles 2004, p.11). Depuis la légende biblique de la Tour de Babel selon laquelle Dieu, pour sanctionner l'homme, a multiplié les langues, le plurilinguisme est souvent considéré comme une malédiction. D'ailleurs, dans un article consacré à la dimension linguistique

du conflit que la Côte d'Ivoire a connu au début des années 2000, Léa-Marie Laurence Ngoran-Poamé (2007) défendait la thèse selon laquelle cette crise résulte d'une guerre de blocs linguistiques. La Côte d'Ivoire devrait, selon elle, se résoudre à se débarrasser de sa pluralité linguistique qui serait confligène. Elle déclare à cet effet (Ngoran-Poamé 2007, p.93): « Le plurilinguisme est l'une des causes fondamentales de la crise ivoirienne ». Contrairement à cette conception négative de la pluralité linguistique, l'Union Africaine, à travers son institution spécialisée en charge du développement des langues, l'ACALAN², préconise :

De même que la beauté d'un tapis tient à la variété de ses couleurs, la diversité des hommes, des cultures et des civilisations fait la beauté et la richesse du monde. Combien ennuyeux et monotone serait un monde uniforme où tous les hommes, calqués sur un même modèle, penseraient et vivraient de la même façon ! N'ayant plus rien à découvrir chez les autres, comment s'enrichirait-on soi-même ?

ACALAN (2001)

À l'opposé de l'idéologie de l'Etat-Nation, dont la traduction se résume à travers la fameuse équation : Etat = Nation = Langue unique, longtemps défendue par certaines sociétés occidentales notamment lors de la colonisation, il est démontré de nos jours l'importance de la diversité linguistique dans les Etats. Elle constitue un gage de dialogue et de cohésion sociale. La pluralité des langues n'est pas un danger dont il faut se méfier. Au contraire, elle permet aux peuples qui sont dans une obligation d'interaction sociale de poser un acte de culture (Diatta, 2020, p.77). C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Renan (1882, pp.19-20) soutient que « La langue invite à se réunir; elle n'y force pas ». La pluralité linguistique constitue pour les pays comme le Sénégal une réelle chance à saisir, car selon Moussa Daff « le Plurilinguisme, loin d'être une malédiction est, de nos jours, un atout de développement dans l'espace-monde. Nul ne peut se contenter d'une seule langue pour devenir un citoyen du monde ». Les conflits liés à des situations de diversité linguistique sont surtout dus à la place et aux rôles conférés à chaque langue en présence, c'est-à-dire à leur statut. En plus, il

² L'Académie africaine des langues (ACALAN) est une institution spécialisée de l'Union africaine. Elle a été créée en 2001.

se pose souvent de problèmes liés à une mauvaise gestion de la diversité linguistique et du multilinguisme (Sagara 2015, p.76). Dès lors, cette pluralité linguistique n'est qu'un atout, une valeur à promouvoir harmonieusement en vue de l'instauration d'une paix entre les peuples. Jean-Claude Béacco (2004) soutient d'ailleurs « Le plurilinguisme est à considérer sous ce double aspect: il constitue une conception du sujet parlant comme étant fondamentalement pluriel et il constitue une valeur, en tant qu'il est un des fondements de l'acceptation de la différence, finalité centrale de l'éducation interculturelle ».

4. Langues locales et identité culturelle

Dans leur Enquête sur la situation sociolinguistique des jeunes issus de l'immigration, Dabène et Billiez (1984, p.42) concluent que « l'identité linguistique est fortement corrélée à l'identité ethnique et que les pratiques des langues se manifestent dans la construction et la mise en place d'un répertoire verbal et communicatif, complexe et pluriel, construit comme le reflet et le vecteur de leurs valeurs identitaires. Ce lien établi entre les dimensions linguistiques et identitaires renvoie au rôle que la langue occupe au sein des communautés, dans la mesure où le langage du locuteur révèle son appartenance à un groupe en utilisant de manière différenciée différents codes ou registres linguistiques selon les rôles qu'il a à tenir dans la vie sociale (Sabatier 2006, p.116). Il est de notoriété scientifique que la langue est le vecteur de la culture ou de la civilisation de ceux qui la parlent. Fanon notait dans les années soixante que « Parler c'est être à même d'employer une certaine syntaxe, posséder la morphologie de telle ou telle langue, mais c'est surtout assumer une culture, supporter le poids d'une civilisation » (Fanon 1952). Le refus de pratiquer un idiome implique le rejet de celui qui la parle, car la langue « est le véhicule de la culture et d'un savoir-faire » (Dioussé, 2015, p.67). La langue constitue un fait social. En Afrique, en général, et au Sénégal, en particulier, elle est à la fois un véhicule d'une culture et d'un savoir-faire. Comme l'ont toujours défendu

certaines intellectuels africains à l'image de l'Égyptologue Cheikh Anta Diop, le développement économique de l'Afrique devra s'appuyer sur les langues nationales qui traduisent mieux les réalités locales et non sur une langue étrangère. Il faudrait, pour se faire, travailler à les valoriser davantage. Dans un message délivré le 21 février 2020 à l'occasion de la Journée internationale de la langue maternelle, Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO déclare :

En rapprochant ses locuteurs, en leur permettant de s'épanouir dans des horizons communs, les langues maternelles sont en effet une source d'inclusion sociale, d'innovation et d'imagination ; elles sont aussi une respiration pour la diversité culturelle et un instrument de paix.

UNESCO (2020)

La langue maternelle, comprise comme étant celle de l'éducation, celle de la famille, et dans le contexte africain celle nationale, différente de celle étrangère ou internationale, est l'expression plurielle de la culture ; elle permet notamment à l'homme de connaître ses propres valeurs, de prendre ses repères, de se situer par rapport aux autres, de mieux les apprécier, de les respecter et de se faire respecter par eux (Assanvo 2020, p.96). « Elle est dépositaire de savoirs et savoir-faire, mais aussi de valeurs comportementales et éthiques ». Elles sont souvent conçues comme des « langues de famille », véhiculant la tradition et appartenant à celle-ci (Brodal 2009, p.33). Selon Assanvo :

Il est prouvé que s'exprimer dans sa langue maternelle stimule les vertus créatrices de l'individu et des groupes, tout en lui/leur donnant ainsi un sentiment d'appartenance et de la solidarité. En outre, vu que la transmission de la connaissance (éducation, savoir-vivre, savoir-être) se fait en Afrique et surtout au Sénégal le plus souvent à travers des contes, des légendes et des proverbes, il est nécessaire de donner aux langues maternelles un statut juridique et leur permettre de jouer pleinement et fièrement le rôle qui est le leur.

(Assanvo, 2020, p.96)

Issa (2014, pp.2-13) confirme ce fait en déclarant :

Les langues locales ne jouissent d'aucun statut juridique véritable et de ce fait elles sont en réalité privées de toute possibilité d'action légale. Bien qu'elles aient un rôle identitaire fort et dominant dans les usages linguistiques quotidiens, ces langues restent confinées dans la marginalité par rapport à la vie des institutions de l'État ; leur emploi se limite aux milieux familiaux et ruraux.

(Issa, 2014, pp.2-13)

C'est le lieu donc de se désoler du fait que bien qu'elles soient aussi importantes dans la construction identitaire des citoyens, ces langues sont souvent négligées au profit de celle officielle (français) ou la principale véhiculaire nationale (wolof). Le constat est qu'au Sénégal, les langues nationales sont surtout sollicitées par les décideurs que dans des situations comme les crises sanitaires, les opérations électorales, où l'on a souvent besoin de l'accord de l'ensemble des couches du pays. C'est d'ailleurs le cri de cœur de la Linguiste Arame Fall (1990, p.71) qui souligne qu'il est certainement temps pour nos États, indépendants depuis plus d'une cinquantaine d'années, de :

[...] choisir, avec tout ce que cela peut comporter de douloureux [...] la mise en œuvre d'une politique linguistique qui donne aux langues nationales la place qui leur revient dans la gestion de la chose publique... Chaque État [devra] donner un statut officiel à la (ou aux) langue(s) qu'il s'est choisie(s) souverainement et définir le statut des langues retenues entre elles – en cas de plurilinguisme – et par rapport au français dans l'espace francophone, [par exemple...].

(Arame Fall, 1990, p.71)

La banalisation des langues locales a malheureusement fini par développer un certain complexe d'infériorité, de frustration, voire de mépris ou de rejet systématique des locuteurs intellectuels envers leur propre langue maternelle (langue officieuse) au profit de la française (langue officielle) ou du wolof, la principale véhiculaire. Les attitudes envers les langues nationales sont souvent négatives, et représentent ainsi un problème important dans la promotion de celles-ci, notamment dans le système scolaire. En effet, il n'est pas rare que les parents refusent d'envoyer leurs enfants à l'école si la langue d'enseignement n'est pas le français, mais une langue nationale (Brodal 2009, 33). C'est d'ailleurs pour cela que les Wolof ont trouvé une expression dévalorisante pour désigner les autres ethnies en les traitant de « Laak-kat », c'est-à-dire « barbare » (Kourouma 2004, p.5).

5. La place des langues locales dans le dispositif de lutte contre la COVID-19

En cas de crise surtout sanitaire, la communication constitue un impératif, un élément central pour réduire les risques. Il s'agit de s'appuyer sur une pluralité de supports pour assurer la diffusion de l'information, des consignes. Les médias d'ailleurs « remplissent plus que jamais leur rôle de médiateurs entre l'événement et le public » (Lazar 1993, p.130). Au Sénégal la situation sociolinguistique présente une configuration qui place le français au centre dans l'usage institutionnel, malgré le fait qu'il est compris par environ 20 % de la population (Cissé et Le Tallec, 2019). Cette situation impose donc le recours massif aux langues locales pour assurer la sensibilisation par rapport à la pandémie de Covid-19. Elles sont les mieux adaptées pour diffuser à grande échelle des informations concernant la santé, la prévention des maladies, l'agriculture ou l'élevage. Il est indispensable d'échanger avec les populations dans leur propre langue et selon leurs propres codes culturels. Les messages ne doivent pas être homogènes, mais plutôt contextuels. Ils doivent obéir à une certaine logique en fonction des spécificités de chaque communauté en question.

5.1. *Le discours officiel*

La survenue de la Covid-19 a imposé une démarche communication inhabituelle. Face à la gravité de la situation, le Chef de l'Etat est montée au créneau pour s'adresser à son peuple. C'est aussi l'une des rares fois qu'un Président de la République au Sénégal parle de façon solennelle à son peuple en langue nationale lors d'un message à la Nation. Que ce soit celui du 23 mars 2020 tout comme du 11 mai 2020, Macky Sall a livré son message en wolof immédiatement après la version française, alors de depuis toujours, on se contentait exclusivement la langue officielle. Cette initiative, très appréciée par les populations, montrait l'urgence d'une situation pandémique. Il s'agissait, non pas seulement, de livrer un message comme à l'accoutumée, mais surtout d'inviter les populations à la mobilisation pour barrer la route à la maladie

mondiale et de leur faire part des mesures restrictives prises par le Gouvernement pour stopper sa propagation. En faisant son discours en wolof, la principale langue véhiculaire, parlée par presque 70% des Sénégalais, son objectif était surtout de susciter une collaboration des populations et un strict respect des mesures préventives. La sensibilisation contre la stigmatisation des personnes infectées a aussi motivé le choix de s'adresser au peuple dans la langue locale. C'est dire que le Président a révélé une certaine limite de la langue française dans la diffusion des messages institutionnels.

En dehors des discours politiques, la stratégie mise en place par le ministère de la santé pour la sensibilisation des populations s'est fortement appuyée sur les langues nationales. En effet, le rapport de situation n°5 du 20 mars 2020 relatifs à la riposte à l'épidémie du nouveau coronavirus COVID-19 au Sénégal recommande la « Diffusion des spots à la télé et dans les radios (y compris les radios communautaires) » mais aussi la « Production et diffusion des supports en langues locales et en *wolofal* (wolof écrit avec des caractères arabes) ». Quant à celui n°17 du 4 mai 2020, il a insisté sur la « Diffusion de spots télé et radio dans les langues nationales sur les mesures barrières » dans la communication. Il s'agit là d'une volonté manifeste de l'autorité de s'appuyer principalement sur les langues locales ethniques dans leur diversité pour assurer une diffusion efficace des messages.

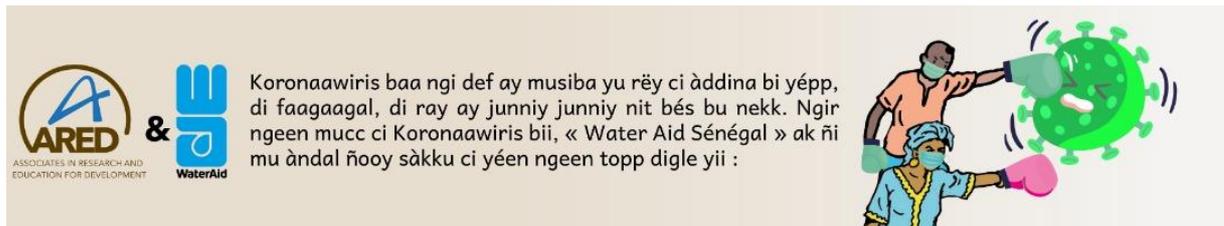
5.2. Les initiatives des Organisations Non Gouvernementales

Les Organisations Non Gouvernementales ont largement contribué à la sensibilisation de la population du Sénégal par rapport à la COVID-19. Elles se sont principalement appuyées sur la dimension communautaire surtout dans des zones reculées du pays. La première à s'impliquer reste l'Association pour la Recherche et l'Education pour le Développement (ARED) à travers un projet dénommé « Sensibilisation autour du Covid-19 : nos langues nationales participent » qui consiste à traduire et à diffuser en plusieurs langues locales cent

(100) termes français liés à la pandémie de covid-19. L'objectif d'une telle initiative est de mettre à la disposition des communicateurs en langues nationales, au niveau des médias ou tout autre canal, des termes consensuels propres à faciliter leur communication avec les populations dans leurs langues, sans trop insérer des termes non connus, parfois trop techniques. Six langues locales ont été concernées par le projet : le wolof, le soninke, le pular, le diola, le manding, le serer. Par exemple nous choisissons cinq (05) termes traduits dans ces six langues :

Français	Wolof	Pular	Serer	Diola	Manding	Soninke
Coronavirus	koronaawiris b-	koronaawiris	Korona-wiris	Koronawirisey	Koronaawiirisoo	Koronawirisi
cas positif	kujàngoroji dal	gondudó e rafio o	O sequjir le	an ankusofema tiájuut	Kuraŋo jeta miŋ bala	sere wattinte, sere jangirante
cas/malade asymptomatique	ku jàngoroji dal te fésul	ñawdó mo feññaani	O sequjir le too feeñee	An ájuutáyisut kúmanjumkati kásumut	I ye miŋ muta/aduŋ i maŋ kuraŋo suutee a ñaato	jangirante be watten taagunansen ga nta a yi
cas négatif	kujàngorojidalul	Mo wondaani e rafi	O cireer	an ankusofema tinájuju	Kuraŋo maŋ je miŋ bala	sere sahante
cas communautaire	kuñuxamulku ko wàll	Mo anndaakadaaɓɗ oɗum	Oxaa daawitna no mbokatoor	ájuutum bama njutmanabaju mkásumutak	Moo maŋ a loŋ a ye kuraŋ taa miŋ bulu	jangirante be ga nta watten kiteran tu

En plus de la traduction des 100 termes les plus utilisés dans la sensibilisation, on a noté la formulation des messages relatifs aux mesures barrières traduites dans chacune de ces langues. Ci-dessus un texte d'information et de sensibilisation sur les dangers de la maladie en wolof.



Pour sa part, l'ONG Enda Santé a produit plusieurs supports de communication, dont des vidéos. Ils ont notamment été faits en langues locales pour faciliter leur compréhension au niveau des communautés. La sensibilisation sur les gestes barrières contre le coronavirus a été faite dans les huit (08) langues locales suivantes : Wolof, Diola, Sérère, Pulaar, Mandingue, Bassari, Créole et Arabe. La pertinence de ces outils surtout dans un contexte de développement des canaux de communication vient du fait qu'ils ont été partagés dans les réseaux sociaux numériques. Aussi à travers des affiches composées de textes et d'images, les populations ont eu droit à des messages clairs sur les mesures comportementales.



Le Comité International de la Croix Rouge a également contribué à l'effort de guerre en produisant des supports principalement réalisés en des langues locales. Cette organisation indique dans un document que « Onze spots sur les mesures préventives et les gestes barrières, dont un spécifiquement dédié aux communautés sujettes aux risques de mines, ainsi que sur le respect de l'emblème et l'action de la Croix-Rouge, ont été régulièrement diffusés en langues locales sur les stations de radio en Casamance et en Guinée-Bissau ». En plus de la « Diffusion hebdomadaire de spots radio en langues locales et deux (02) émissions interactives radiodiffusées au Sénégal sur la gestion du stress et de l'anxiété et la lutte contre la stigmatisation ». Cette course effrénée vers les langues locales est révélatrice de leur place centrale dans la communication communautaire.

5.3. Les médias ne sont pas en reste

Les langues locales ont été bien utilisées dans les médias en vue d'une meilleure communication sur la pandémie. La traduction du français "Restez chez vous" pour "tooglen sen ker" en wolof, "An ka tô sô" en mandingue, et "Fica na casa" en créole. Ce message traduit en plusieurs langues a été souvent diffusé dans les radios, les télévisions au plan national mais aussi communautaire. En plus, on peut recenser plusieurs émissions médiatiques généralement faites en wolof surtout dans les grands organes de la presse privée comme publique qui ont mis gracieusement leurs supports à la disposition du Gouvernement dans le cadre de la sensibilisation. On peut citer, entre autres, *Mbass mi* (RTS1) *Daan corona* (TFM). Ce sont des émissions entièrement conçues en wolof. En plus, la particularité de celle de la RTS1 vient du fait qu'on invitait régulièrement des spécialistes, des leaders d'opinion à s'exprimer chacun dans sa langue ethnique. La télévision nationale accorde donc plus d'importance aux langues locales dont la plupart ne sont utilisées qu'une seule fois par semaine dans les éditions du journal en langues nationales.

5.4. Les initiatives citoyennes

Les leaders d'opinion n'ont pas été en reste dans cet élan de sensibilisation pour la lutte contre la covid-19. Les artistes, les jeunes activistes, les artisans, les *badienou gooh*¹, etc. se sont fortement impliqués dans la bataille.



À travers des initiatives comme *Xibaaru Mbedd* (information de rue en wolof) dix artistes basés à Dakar - Thiat, Akonga, Beaugraff, Djib Anton, Fifty-Fifty, Freemind, Mad in Pixel, Madzoo, Zeinixx et Diablos - mettent leur talent au service de la communauté en peignant des graffitis sur des thèmes tels que le respect des mesures de protection, la stigmatisation et la lutte contre la désinformation. D'autres graffitis sont réalisés par la plateforme *Doxandem Squad*, un collectif de jeunes artistes qui cherche à sensibiliser aux questions sociales et sanitaires, en utilisant la culture urbaine comme moyen de communication. De grandes figures de la musique sénégalaise à l'image de Thione Seck avec sa chanson « Corona », Baba Maal « Jam leeli jam yo » (la paix en pular), Youssou Ndour et Didier Awadi à travers leur œuvre « Daan Corona » se sont servis des langues locales comme support de diffusion de leurs messages. D'ailleurs,

¹ Au Sénégal, ce sont des femmes leaders qui jouent les intermédiaires dans les quartiers, entre les familles, les femmes, jeunes filles et maris, et les centres de santé. C'est une initiative du gouvernement d'Abdoulaye Wade qui est reconduite par Macky Sall grâce à la réussite de ces femmes dans leurs missions.

Youssou Ndour avec son initiative dénommée « Fiitey »² (*Ici et aujourd'hui en wolof*) s'est particulièrement illustré dans la lutte. Il faut reconnaître aussi avec Salabert que :

La meilleure façon de valoriser les langues et les cultures d'origine, ce sont les chanteurs, les poètes, les écrivains, les artistes et tous les autres acteurs de la vie culturelle qui peuvent l'assurer. Leur contribution au maintien et à l'épanouissement des langues et de cultures d'origine, sources de l'identité et de la fierté d'un peuple, [...] paraît plus déterminante que tout ce que l'école peut faire.

Salabert (2003, p.43)

Au niveau communautaire, la jeunesse sénégalaise a fait preuve d'ingéniosité et d'initiative. Des jeunes de Guédiawaye, en banlieue de Dakar, ont inventé et popularisé des solutions, comme le « Kayy Rakhassou » « viens te laver les mains », une station mobile de lavage des mains fonctionnant à l'énergie solaire. De manière générale, ces nombreuses initiatives se sont principalement appuyées sur les langues locales. Il s'agissait plus d'une volonté de se rapprocher des populations, la principale cible dans la sensibilisation. C'est pour ainsi dire avec TANO et BROU (2020, p.126) que « Le message véhiculé dans les langues maternelles auprès des populations crée un sentiment d'inclusion dans un groupe sans distinction de toutes personnes ».

Conclusion

Aujourd'hui, il est plus qu'urgent pour l'Etat du Sénégal de revoir sa politique linguistique en accordant plus de considération aux langues locales qui sont non seulement des instruments courants de communication, mais également des outils de conservation du patrimoine immatériel, linguistique et culturel de la nation (Faye 2013, p.132). Le Sénégal, pays riche en minerais de tout genre, doit

² Pour maintenir les populations chez eux, il a initié un concert virtuel en direct. Cela lui permettait de tenir compagnie aux fans tout en les sensibilisant.

impérativement se positionner en valorisant sur tous les plans ses ressources linguistiques endogènes tout en ne négligeant pas les langues européennes héritées de l'histoire coloniale. Si nous ne travaillons pas à donner de la valeur à nos langues, nous assisterons à la disparition de plusieurs d'entre elles, car selon l'UNESCO au moins 43% des 6000 langues parlées dans le monde seraient en danger de disparition (Diouf, Ndiaye et Diémé 2017, 198). La politique linguistique nationale devrait donc accorder plus de place aux langues nationales notamment en assurant leur promotion de la même manière qu'aujourd'hui le Gouvernement a lancé de nombreuses initiatives visant à favoriser l'enseignement des sciences et techniques. L'avènement de la Covid-19 a permis de mieux appréhender l'importance des langues maternelles dans la vie du pays. L'une des leçons à tirer de cette pandémie c'est qu'elle a mis à nue la nécessité de tirer profit de cette diversité linguistique et culturelle. Le français seul ne suffit pas pour se développer. Il faudrait orienter les efforts vers la promotion des langues locales. C'est à ce titre d'ailleurs que le Président Ahmed Sékou Touré nous rappelle en 1981 à Conakry lors d'une rencontre d'experts de l'UNESCO :

La revalorisation, l'utilisation et le développement de nos langues ne nous empêcheront pas de continuer à apprendre les langues européennes, car les besoins de communication ne se limitent pas qu'aux rapports intrasociaux propres à nos pays [...]. Mais si nous voulons être nous-mêmes, si nous ne voulons plus être attelés au char d'autrui, si nous jouer un rôle responsable, si nous voulons penser, réfléchir, décider, agir de nous-mêmes, si nous voulons que demain, nos enfants, nos petits-enfants soient fiers, alors il faut dès aujourd'hui réunir tous les instruments de travail sur le chantier de la nouvelle Afrique pour nous attacher à résoudre un à un les grands problèmes posés à notre continent et dont celui de l'enrichissement de nos langues.

(SAGARA 2015, p.80)

Il faudrait fondamentalement reconnaître que si le Sénégal a fait cette prouesse dans la gestion de la Covid, notamment à travers la réussite de la sensibilisation, les langues locales en ont eu une grande contribution. Leur implication a permis de toucher les populations dans leur diversité tant dans les capitales comme dans les localités les plus reculées. Les ONG, le Gouvernement,

les médias, tout comme les leaders communautaires ont eu recours à ces langues souvent négligées pour sensibiliser, pour donner la bonne information, pour mobiliser les acteurs par rapport à la lutte contre la pandémie qui a secoué et qui continue de secouer le monde entier.

Références bibliographiques

- Assanvo, A. D. (2020). Contribution des langues maternelles ivoiriennes dans la lutte contre la Covid-19. *Akofena, revue scientifique des Sciences du Langage, Lettres, Langues et Communication*, L3DL-CI, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire, Spécial 3, 93-104. [En ligne], consultable sur URL : <http://revue-akofena.org/wp-content/uploads/2020/10/07-T03-39-pp.-93-104.pdf>
- Beacco, J.-C. (2004). Agir pour le plurilinguisme en Europe: les profils nationaux des politiques linguistiques éducatives. [En ligne], consultable sur http://www.ciep.fr/courrieuro/2004/0204_beacco.htm
- Brodal I.-K. (2009). *Le français des étudiants à Dakar : usages et attitudes linguistiques*, Mémoire de master II, Département des études classiques et romanes Université d'Oslo.
- Cissé, M. (2005). Langues, Etat et société au Sénégal. *In* Revue électronique internationale de sciences du langage Sudlangues N° 5, pp. 99-133.
- Cissé, M.T. & Le Tallec, G. « Multilinguisme au Sénégal : dans quelle(s) langue(s) informer et impliquer les populations ? ». A lire dans <https://theconversation.com/multilinguisme-au-senegal-dans-quelle-s-langue-s-informer-et-impliquer-les-populations-121996>
- Daff, M. (2018). Leçon inaugurale de la cérémonie de graduation de la première promotion du Master de traduction et d'interprétation de conférence de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis sur le thème : « Enseigner, traduire et interpréter en langues nationales, un atout pour le développement durable en Afrique ».

- Daff, M. (2018). Vitalité du plurilinguisme dans le secteur commercial de la ville de Ziguinchor : l'exemple du marché Saint-Maur, Thèse de doctorat du 3^{ième} cycle,
- Daff, M. (2020). Quelle contribution du plurilinguisme à la stabilité sociale en Casamance ?. *Revue Gradis*, 79 Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 04, 62-.
- Diouf, Ndiaye & Diémé. (2017). « Dynamique et transmission linguistique au Sénégal au cours des 25 dernières années », *in Cahiers québécois de démographie*, *Revue internationale d'étude des populations*, Volume 46, numéro 2.
- Dioussé, G.-V. (2015). Quand le rapport langue et identité s'invite dans la politique : où est l'altérité ? Acte du colloque international organisé par la Faculté des Lettres et Sciences de l'Université de Gambie du 7 au 9 novembre 2012, Tome 2. Paris : Harmattan.
- Fall, A. (1990). Les politiques linguistiques africaines : tendances générales et perspectives. *Des langues et des villes*, Didier érudition, 71.
- Fanon, F. (1952). *Peau noire, masques blancs*. Paris : Éditions du seuil.
- Faye, P. (2013). Les langues nationales dans le système éducatif formel au Sénégal : état des lieux et perspectives. *Glottopol* 22, 114-135.
- Issa, Y. S. (2013). Médias et langues nationales en Côte d'Ivoire. *Laboratoire des Théories et Modèles Linguistiques (LTML)*, n°9, pp.1-13. [En ligne], consultable sur URL : <http://ltml.univ-fhb.edu.ci/index.php/revue-numero-9/>
- Juillard, C. (200). Le plurilinguisme, objet de la sociolinguistique descriptive. *Langage et société* (3)121-122, 235-245.
- Kourouma, M. (2004). *Quotidien WalFadjri*, 5
- Lazar, J. (1993). Les médias et les rumeurs en temps de crise : analyse de divers discours sur le sida. In *Communication. Information Médias Théories*, (14)1.

- N’Goran-P. & Laurence, L. M. (2007). Aux fondements de la crise ivoirienne : Le plurilinguisme. Repères « International »- *Revue scientifiques de l’Université de Bouaké* – Recherches des universitaires de Côte d’Ivoire.
- Orioles, V. (2004). Plurilinguisme : modèles interprétatifs, terminologie et retombées institutionnelles. *Revue Française de Linguistique Appliquée*, (IX) 2, 11- 30.
- Renan, E. (1882). Qu’est-ce qu’une nation ? Paris, Calmann Levy.
- Sabatier, C. (2006). Éducation et francophonie, (XXXIV) 1, 115-116.
- Salabert, G. (2003). Les Seychelles : à la recherche d’un trilinguisme équilibré. *Glottopol*, 2.
- Tano, E. M., M. & Brou, F. R. (2020). Communication en contexte de pandémie : cas des langues maternelles face à la covid-19. *Akofena, revue scientifique des Sciences du Langage, Lettres, Langues et Communication*, L3DL-CI, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d’Ivoire, Spécial 3, 121-130. [En ligne], consultable sur URL : <http://revue-akofena.org/wp-content/uploads/2020/10/09-T03-07-pp.-121-130.pdf>

Autres

- ARED. [En ligne], consultable sur URL : http://arededu.org/index.php?option=com_sppagebuilder&view=page&id=82&lang=fr-fr
- CICR Sénégal. 2020. Riposte covid-19 de la délégation régionale du CICR à Dakar. [En ligne], consultable sur URL : file:///C:/Users/UGB/Desktop/cicr_dakar_riposte_covid19_sept20.pdf
- Constitution de la République du Sénégal. 2001.
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD Sénégal). « COVID-19 Suivi de l’impact sur le Bien-être des ménages », Bulletin No.1, Septembre 2020.